

# ISSA

Informations

Syndicales

Antifascistes

N° 41

mai-juin 2004

1 €

## ACTIONS - REACTIONS

### L'EXTRÊME-DROITE APRES LES ELECTIONS REGIONALES : UN SCORE DEJA OUBLIE ?

L'extrême droite française a connu un succès lors des élections régionales et cantonales qui ont eu lieu les 21 et 28 mars 2004. Toutefois, elle n'a pas réussi à augmenter encore ses résultats par rapport aux dernières élections présidentielles, en 2002, et elle a même légèrement baissé en pourcentage. (Le nombre de voix n'étant, de toute manière, pas comparable en raison de la participation nettement plus forte, en général, au scrutin présidentiel.)

Le raz-de-marée avait été quasiment annoncé par certains médias, qui avaient déjà prédit à l'automne 2003 que Jean-Marie Le Pen avait des bonnes chances d'emporter la présidence de la région PACA, alors que les sondages n'indiquaient pas tout à fait cela, n'a ainsi pas eu lieu. C'est bien pour cela que Le Pen avait finalement préféré,

sous un prétexte qui ne pouvait pas faire illusion, ne pas se présenter lui-même en PACA... en faisant endosser la responsabilité d'un score considéré par lui comme médiocre à son candidat-successeur, Guy Macary. En contrepartie, le soulagement qui s'est largement installé suite à l'annonce des résultats, celui de ne pas voir l'extrême droite monter au-delà de son score « record » de 2002, a désormais tendance à occulter le fait qu'elle a néanmoins de nouveau atteint un niveau historiquement élevé. A la différence des mobilisations spontanées (mais, hélas, souvent restées un « feu de paille » éphémère) contre l'extrême droite consécutives au premier tour des présidentielles, à partir du 21

avril 2002, il n'y a guère eu de réactions spécifiques aux résultats de l'extrême droite, cette fois-ci.

### LES RESULTATS D'UNE EXTRÊME DROITE ENCORE DIVISEE

Son principal parti, le Front national, retrouve à peu de choses près son score du dernier scrutin de même nature, c'est-à-dire des élections régionales du 15 mars 1998. Si, en pourcentage, les résultats définitifs publiés par le ministère de l'intérieur annoncent une légère baisse (avec 14,7 % pour le FN au lieu des 15 % obtenus en 1998), deux remarques s'imposent.

Premièrement, ce très léger recul en pourcentage ne doit pas dissimuler un gain d'environ 300.000 voix au niveau du nombre absolu de suffrages exprimés ; cela s'explique par une hausse de la participation. En 1998, alors que l'élection se déroulait en un seul tour, l'abstention était de 42,3 % Cette année, elle n'était plus que de 37,9 % au pre-

mier tour et de 34,3 % au second tour. Le FN obtint ainsi, au total, 3,56 millions de voix exprimées.

La seconde remarque nécessaire : En 1998, le FN se présentait quasiment sans avoir face à des rivaux, à l'extrême droite. Cette fois-ci, il y avait des listes concurrentes ayant elles aussi un profil d'extrême droite. Elles ont, de leur côté, obtenu 349.000 voix correspondant à 1,44 % des suffrages exprimés. En partie, il s'agit d'un héritage de la division organique intervenue au FN au début de l'année 1999, division qui persiste encore même si la présence du MNR rival (sous la présidence de Bruno Mégret) est maintenant devenue quasi-anecdotique et l'importance réelle de ce parti, insignifiante. Ce

### A TOUS NOS LECTEURS LECTRICES :

Notre rencontre nationale du 05 juin est annulée pour cause de manifestations du 5 et 6 juin...

Nous vous tiendrons informés dès que possible

dernier plafonne à 2,94 % pour son meilleur résultat sur les vingt-deux régions, obtenu en PACA.

En Alsace, le FN a par ailleurs été confronté à la concurrence d'une autre liste d'extrême droite, régionaliste celle-là, estampillée « Alsace d'abord ». Celle-ci a obtenu un bon score avec 9,4 % des voix, qui a failli lui permettre d'intégrer le conseil régional, alors qu'elle avait dû se contenter de 3,9 % au dernier scrutin régional. Ce vivier de voix n'a profité que très partiellement au Front national : Ce dernier a pu augmenter son propre score de 18,6 % (au premier tour) à 22 % des suffrages (au second tour), alors même que l'extrême droite régionaliste n'était pas présente la seconde fois.

L'ensemble des voix, du FN plus celles du MNR et des régionalistes d'extrême droite, voit ainsi la mouvance d'extrême droite arriver à un niveau d'environ 16,1 %. Mais ce résultat correspond à l'ensemble de la France en y englobant les départements et territoires d'outre-mer. Pour avoir une idée de l'importance du vote d'extrême droite dans la (seule) France métropolitaine, il faudra ainsi tableter sur un score de 16,5 à 17 % des voix.

#### QUI A VOTE POUR L'EXTREME DROITE ?

Si le FN n'a pas tout à fait obtenu les scores mirobolants que certains lui avaient prédits et auxquels lui-même prétendait s'attendre, Jean-Marie Le Pen ne cessant pas de plastronner que son parti allait créer « la surprise » en PACA (où il plafonne à un peu moins de 23 %, en dessous des 26,5 % obtenus en 1998 même si on l'y ajoute les 2,9 % du MNR), il y a plusieurs raisons à cela.

La principale en est la hausse de la participation, qui a, pour l'essentiel, nui à l'extrême droite au lieu de lui profiter. Il s'agissait surtout d'une mobilisation de l'électorat pour manifester une protestation d'ordre économique et social, le fameux « vote-sanction ». Ce dernier n'a pas bénéficié en premier lieu au FN, mais à la gauche (parlementaire). Une étude publiée par « Le Figaro » du 13 avril 2004 démontre d'ailleurs (pour les élections cantonales) une nette corrélation entre les plus fortes hausses de la participation et une stagnation, voire une baisse en termes de pourcentage du vote FN.

La relation avec le taux de participation n'est pas le seul paramètre à prendre en compte. On peut aussi constater une répartition géographique quelque peu nouvelle du vote FN. Ce dernier connaît une stagnation, voire une légère baisse dans ses bastions jusqu'ici connus. Ainsi le FN a (parfois nettement) perdu du terrain en Ile-de-France, dans l'Oise, mais aussi en Rhône-Alpes, dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. « Le Figaro » du 13 avril 04 explique cela par la reconquête d'une partie de l'ancien électoralat lepé-

niste par la droite classique : dans « des territoires où le Front national s'est développé en bonne partie sur un électoralat de droite radicalisé et sociologiquement assez aisé (retraités, commerçants, professions du tourisme, résidents secondaires), la droite était parvenue à ramener à elle une partie de cet électoralat ». « Le Figaro » explique cela surtout par le soi-disant « effet Sarkozy » en matière de politique de sécurité et de répression.

L'hebdomadaire du FN, « National Hebdo » (01. 04. 2004), quant à lui, explique la relative contre performance du FN en région parisienne (12,3 % au premier tour et 10,1 % au second tour ; à titre de comparaison, le FN avait réalisé un score de 16,3 % en 1998) par d'autres paramètres. Le journal nomme ainsi la modification de la composition sociologique de l'électorat avec, notamment, l'embourgeoisement de Paris (qui, en attendant, est réel mais ne concerne à ce titre que la capitale et beaucoup moins ses banlieues). Par ailleurs, il évoque la présence, au premier tour, d'une liste UDF d'André Santini qui aurait « atteint son objectif : empêcher les électeurs qui voulaient sanctionner le gouvernement de se tourner vers le Front national en leur faisant croire que l'UDF » s'opposait au gouvernement.

Des bons scores ont, par contre, été enregistrés par le FN dans des régions jusqu'ici plutôt considérées comme des « terres de mission » ou, en tout cas, pas comme des fiefs du parti d'extrême droite. Ainsi a-t-il obtenu, au premier tour, 22,9 % en Picardie (avec une perte de l'ordre de 3 % entre les deux tours). Dans le Nord Pas de Calais, la liste FN menée par Carl Lang obtint presque 18 % au premier tour (contre 15 % en 1998) et 19,7 % au second tour, en améliorant son résultat. Qui est plus important : le FN sous Carl Lang avait même laissé la liste de la droite UMP, conduite par le ministre Jean-Paul Delevoye, derrière lui au premier tour. On doit supposer que ces résultats assez forts ont, au moins partiellement, été obtenus grâce à un vote exprimant une protestation ou une détresse sociales et émanant souvent d'anciens électeurs de gauche, déçus et/ou déboussolés.

#### TOUJOURS PLUS DE DEMAGOGIE SOCIALE...

Le FN a réagi à cette situation en accentuant, aux lendemains de l'élection, sa démagogie sociale. Cela semble même être la première leçon qu'il ait tiré de ces élections.

Ainsi, pour l'Ile-de-France, « National Hebdo » (01. 04.) caractérise-t-il la politique de l'UMP et du PS de la manière suivante : « ...toujours plus de délocalisations, toujours plus de chômeurs, toujours plus de pauvreté, toujours plus d'impôts et toujours plus d'immigrés ! (...) Face à une

gauche et à une droite tout autant antisociales l'une que l'autre, antisociales parce qu'antinationales, le Front nationale est plus que jamais la seule alternative. »

Le délégué général du FN, Bruno Gollnisch, ne sera pas en reste. Au moment de présenter, au sein de l'assemblée régionale, sa candidature à la présidence du Conseil régional de Rhône-Alpes, ce cadre du parti d'extrême droite dira notamment : « J'arrêterai les subventions aux chasseurs de primes professionnels, aux multinationales qui investissent ici tandis qu'elles ferment ailleurs, aux entreprises complices de la corruption qui a tant sévi dans cette région. (...) je combattrai de toutes mes forces les délocalisations d'entreprises et les importations de produits fabriqués à vil prix par des masses sous-payées du tiers-monde, sous la direction des négriers de ce siècle : importateurs d'immigrés et liquidateurs de l'industrie française. » Cependant, à côté de la critique des entreprises au comportement selon lui antinational, Gollnisch s'adressera aussi en positif aux PME et aux petits patrons : « Je réorienterai les aides économiques aux entreprises vers les plus petites d'entre elles... »

Signalons par ailleurs que ce discours de Bruno Gollnisch s'inscrit dans une prise de position particulièrement « dure » du parti d'extrême droite. Non seulement que Gollnisch revendique, une fois de plus, explicitement l'instauration de la « préférence nationale », qui est déjà une vieille lune du FN (« j'utiliserai toutes les possibilités légales en faveur de l'instauration de la préférence nationale, seul antidote à l'injuste préférence étrangère... »). Mais il se fait aussi directement complice des historiens dit « révisionnistes » et autres négationnistes, qui nient la réalité de l'extermination des juifs européens : « ...à l'heure où l'on veut ici emprisonner des jeunes historiens, je libérerai la recherche des pesanteurs administratives et des tabous du « politiquement correct », afin que Lyon devienne capitale de la Résistance intellectuelle à la police de la pensée. » Les premiers intéressés auront très bien compris. (Le discours est reproduit dans « National Hebdo » du 08 avril.)

### **REACTION SYNDICALES ANTI-FN AVANT LES REGIONALES ET LES CANTONALES (SUITE)**

Avant le deuxième tour des élections cantonales l'UD CGT 94 a publié une déclaration. Dans une première partie, la CGT écrit que « l'heure est à la mobilisation pour imposer une autre répartition des richesses et d'autres choix favorables à l'emploi et au pouvoir d'achat, au développe-

ment de la protection sociale et des services publics... ».

L'autre partie étant toute entière consacrée à développer que, dans cette élection « l'enjeu est à un autre niveau... », poursuivant : « la CGT sait bien que le Front National compte, une nouvelle fois... utiliser la situation sociale difficile et la détresse de nombreux salariés pour asseoir son influence... » pour affirmer « il est de notre responsabilité syndicale de combattre une force politique qui cultive la peur, le racisme et la xénophobie et qui cherche à manipuler les désarrois sociaux » en concluant par cet engagement : « La CGT engage une campagne d'explications auprès des salariés pour leur démontrer à quel point le programme de l'extrême droite est contraire à l'intérêt des salariés ».

De son côté, le syndicat CFDT des travailleurs de la métallurgie 77 avait fait une déclaration le 16 mars 2004 qui se conclue ainsi : « fidèle à sa conception de l'autonomie syndicale et respectueuse de la pluralité des opinions de ses adhérents, elle ne donnera pas de consigne de vote, bien qu'un grand nombre de métallos appelle à voter à gauche. Inquiet du climat d'intolérance, condamnant les actes racistes et discriminatoires, le STM77 CFDT appelle à ce que toutes les forces politiques excluent l'extrême droite de tout exécutif régional... cela d'autant plus que Le Pen se pose une fois de plus en victime... sa fille au-delà du discours habituel sur l'immigration et la sécurité a le culot de se poser en héraut sur le thème de l'insécurité sociale... Les métallos du STM 77 appellent chacune et chacun à faire le nécessaire pour qu'aucune voix n'aille au démagogue LE PEN, et plus largement, aux candidats de d'extrême droite et de droite. »

Le Syndicat des Enseignants (SE) – UNSA a consacré l'éditorial de son journal de mars 2004 aux élections régionales : Luc Bérille, secrétaire général, y lance « un appel pour refuser l'abstention (...) et à bannir par tous les moyens le vote raciste, antisémite et xénophobe ».

En octobre 2003, ce même syndicat a publié une brochure intitulée « Connaître et combattre l'extrême droite », qui « s'efforce de cerner les causes de la montée de ce courant » et en fait un état des lieux en France et en Europe ; le rôle du syndicalisme face à l'extrême droite et « sa responsabilité spécifique par rapport à la question sociale » y sont rappelés, ainsi que le rôle de l'Ecole dans l'éducation à la citoyenneté.

Pour le SE-UNSA, l'extrême droite « doit être combattue aux plans idéologique, politique et social » soulignait Jean-Louis Biot dans le numéro d'octobre 2003 de L'Enseignant.

## « COMITE DE VIGILANCE ANTIFASCISTE DE LILLE » :

### Un appel à la réaction antifasciste contre l'extrême droite et contre la contamination de ses idées par le pouvoir pour le 1er mai !

Dans un appel Lillois, impulsé par le « comité de vigilance antifasciste » de Lille, dont les premiers signataires sont les structures locales qui en sont membres : ATTAC Lille, Bloc Elles Salam, Centre Gai & Lesbien, Les Flamands Roses, MRAP 59-62, Ras l'front, CGIL Scuola-Francia, G 10 Solidaires, Sud Santé-Sociaux, Sud Banques, Union Syndicale de la Psychiatrie 59-62, Snuasfp FSU, Chichel, JC, LCR, PS, coordination communiste, Les Verts, PCF... et diffusé sous forme de tract, « l'ensemble des organisations composant le comité de vigilance anti-fasciste » indiquent qu'elles « entendent agir contre la propagation des idées et contre toutes les attaques, agressions, provocations à caractère xénophobe, raciste, homophobe, contre les atteintes au droit à l'avortement et la contraception »

Le texte revient sur les nombreux faits très inquiétants qui se sont produits ces derniers mois dans la région : « tentative d'assassinat de Sébastien Nouchet, homosexuel brûlé vif à Nœux les mines » ; « 26 mars, violente agression raciste contre des jeunes à la sortie du lycée de Wormhout » (4 blessés) ; « 27 mars, rassemblement devant le planning familial de Lille organisé par le mouvement « SOS Tout-petits » dirigé par M. Xavier Dor, douze fois condamné pour entrave à l'IVG » ; « fin mars agression de manifestants à Béthune par des skinheads » ; « 9 avril, rassemblement à Lille des « Jeunesses identitaires » groupuscule de la mouvance fasciste pour s'opposer à la tenue d'un concert du groupe de rap Sniper ».

« Cette offensive des forces néo-fascistes est directement liée au développement des résultats électoraux des scores du Front National qui a encore progressé lors des dernières régionales, frôlant les 20 % et devenant le 2ème parti de la région ». Cette montée des « forces d'extrême droite et de leurs idées se doit d'être combattue sur tous les terrains : dans les entreprises, dans la rue, dans les élections ! »

Les signataires constatent également que « la droite au pouvoir a prétendu reprendre à son compte le discours sécuritaire du front national et nombre de ses idées, espérant au passage capter son électorat ! » « Les populations paient le prix fort de la mise en place d'un état pénal qui s'attaque aux conquêtes sociales et démocratique de ce pays ». En témoigne « la guerre ouverte que mène la préfecture du Nord aux sans papiers », comme le montre l'expulsion violente intervenue le 27 mars (9 hospitalisations dont 1 en soins intensifs) ; « le recul des libertés

démocratiques que constituent les lois Perben », « l'appel à constitution de citoyens délateurs à la mairie de Douai » ; le dévoiement de « certaines institutions sociales qui servent désormais au ciblage des catégories sociales les plus démunies pour mieux les réprimer ». Le résultat est inverse, la droite « offre son électorat » au FN.

Pour toutes ces raisons, « le comité de vigilance anti-fasciste, les organisations signataires qui le composent appellent la population et l'ensemble des forces sociales et démocratiques (syndicats, associations, partis) à rejeter massivement l'extrême droite et la contamination de la droite que traduit cette politique liberticide et antidémocratique et... « à faire du 1er mai 2004, une mobilisation unitaire dont un des axes forts doit être l'antifascisme en lien avec la défense des conquêtes sociales et le refus de l'état pénal ».

## AUTRICHE : LES SOCIALISTES S'ALLIENT A JÖRG HAIDER

L'alliance est désignée sous le terme de « *Sachkoalition* », ce qui signifie grosso modo « alliance technique » (au lieu d'une alliance d'avantage politique). Sa nature politique est pour le moins inhabituelle : Dans la province autrichienne de Carinthie, « le » fief du parti de droite populiste et post-nazi de Jörg Haider, du FPÖ (Parti de la liberté), les socialistes autrichiens du SPÖ se sont alliés à lui. Après les élections régionales du 7 mars 2004, les deux partis ont décidé, à la surprise quasiment générale, de former ladite « *Sachkoalition* ».

Alors que le FPÖ se trouve nettement en perte de vitesse sur le plan national, c'est-à-dire au niveau fédéral autrichien, depuis qu'il est entré au gouvernement de Vienne en 2000, il a pu confirmer ses positions dans ce fief au sud de l'Autriche. En Carinthie, il a même pu améliorer son score de mars 1999 (42,1 % des voix pour la liste menée par Jörg Haider), en gagnant 0,4 % pour arriver à 42,5 % **A ce moment-là, il était convenu que Jörg Haider allait réussir à se faire réélire gouverneur de Carinthie. Le « cordon sanitaire » dressé auparavant autour de son parti s'effritant visiblement, il allait même avoir le choix de ses partenaires.**

Finalement, ce n'est pas avec les chrétiens-conservateurs du ÖVP, auxquels son parti est lié au niveau fédéral, mais avec le deuxième plus grand groupe parlementaire que s'est allié Jörg Haider. C'est-à-dire avec les socialistes, la droite classique étant reléguée à la troisième position en Carinthie, loin derrière le SPÖ. Les débuts de l'alliance étaient encore honteux : Le 31 mars dernier, Jörg Haider fut réélu gouverneur alors même que les 14 parlementaires du SPÖ fai-

saient exprès de ne pas se trouver dans l'hémicycle au moment du vote... comme cela avait convenu à l'avance entre les deux partis. **Alors le leader du « Parti de la liberté » a gagné la majorité des voix en obtenant, outre les 16 voix des conseillers régionaux du FPÖ, aussi celles des 4 élus de la droite classique. Seuls deux élus des Verts ont voté contre lui...**

Entre temps, l'alliance est devenue plus explicite, les parlementaires du FPÖ et du SPÖ ayant adopté ensemble, le 4 mai dernier, le budget 2004 de la région. Quelles sont les raisons d'une telle orientation des socialistes autrichiens ? Des observateurs pensent d'abord aux avantages financiers que les municipalités dirigées par le SPÖ en Carinthie peuvent tirer d'un bon rapport avec la région. Mais il y a encore un deuxième élément : Une partie du SPÖ, au niveau fédéral, pense pouvoir déstabiliser l'alliance gouvernementale actuellement en place à Vienne (droite classique / FPÖ) en attirant les faveurs d'une partie du FPÖ, prétendument plus sensible aux questions sociales que les conservateurs. Une stratégie dangereuse ? **C'est ce que pensent aussi certains membres du SPÖ qui ont, dans un premier temps, vivement protesté contre l'alliance conclue en Carinthie.**

### **BELGIQUE. « LE BLOK EST RACISTE »**

C'est sous ce titre que plusieurs journaux belges (Le Soir, La libre Belgique, la RTBF en ligne) relatent le verdict du procès intenté par deux organisations anti-racistes à trois associations par lesquelles transitent les subventions publiques, dont bénéficie le Vlaams Blok. « En condamnant ces trois associations, liées au Vlaams Blok, pour infraction à la loi sur le racisme, la cour d'appel de Gand, a établi que le parti d'extrême droite flamand était bien « un groupement qui prône la discrimination » ». (L'Humanité, 23.04.04). La Cour s'est basée sur un certain nombre de citations : le Blok présente les étrangers comme « des criminels qui prennent le pain de la bouche des travailleurs flamands, profitent de la sécurité sociale et qui de par leur culture, leur race ou leur religion ne peuvent s'intégrer ». Le Blok demande « l'instauration d'un enseignement séparé pour les enfants musulmans et une diminution des allocations de chômage pour les non-belges ». « Que le Blok exige également le retour au pays des personnes d'origine étrangère de la deuxième ou la troisième génération prouve que le critère du parti n'est pas la nationalité mais la race ou l'origine ethnique », estime la Cour d'appel de Gand, dans un arrêt

« particulièrement fouillé » (Ouest France 24.04.04)

Le Vlaams Blok risque de perdre ses subventions publiques, soit 4 millions d'euros par an. Un député flamand du Blok parle de « hooliganisme judiciaire » et de « cannibalisme politique ». Apprécions les métaphores ! S'érigeant en « victime d'une tentative d'assassinat du parti national-flamand », le VB a annoncé qu'il se pourvoit en cassation et annonce qu'il ne se soumettra pas à l'arrêt et se présentera aux élections régionales et européennes du 13 juin. Il faut rappeler que le parti d'extrême droite avait notamment obtenu 33 % des voix à Anvers lors des municipales de 2000 imposant ses thèses discriminatoires dans le débat politique et entraînant la droite libérale flamande à durcir son discours sur la politique migratoire. Pour les régionales du 13 juin 2004, les sondages créditent le Vlaams Blok de 22,3 % des voix en Flandres. Il pourrait aussi jouer un rôle clé dans la région de Bruxelles. La décision de justice avait relancé la polémique des partis politiques sur l'isolement du Vlaams Blok, certains craignant la « victimisation » de ce dernier

Pourtant une nouvelle initiative du VB semble mettre fin à la polémique : le VB avait ouvert une ligne téléphonique destinée à recueillir des dénonciations sur la présence d'illégaux. Mais sous la pression « Radio Corbeau se saborde ». Le VB retire son projet. « Le cordon sanitaire a tenu... Interpellé hier à la chambre par plusieurs députés, le ministre de l'Intérieur n'a pas tremblé au moment de condamner lourdement l'initiative prise par le Vlaams Blok anversoïse... (Libre Belgique, 13.05.04). Le ministre a déclaré que « c'est une proposition abjecte qui nous ramène aux dénonciations des juifs dans les années 30... Le début de la délation, c'est la fin de la démocratie ».

La LDH s'est réjouie de l'arrêt de la Cour d'appel de Gand et espère que « l'argumentation très forte... sera utile dans le cadre du procès en cours contre le Front National ». La Ligue, avec le MRAP, a en effet, également attaqué le Front National belge ; les plaidoiries débiteront le 23 juin.

A suivre, donc.

En France, « Français d'abord », daté du 24.04.04, s'inquiétant de cet arrêt, s'insurge avec vigueur contre « la haine tenace des officines immigrationnistes et mondialistes ». Rappelant que le Vlaams Blok est le « fidèle allié du Front national, siégeant aux côtés de ses élus au Parlement européen », « Français d'abord », accuse les associations Belges à l'origine de la procédure d'être des « inquisiteurs euromondialistes ». Le FN a quant à lui écrit une lettre de protestation à l'ambassadeur de Belgique

« contre les persécutions judiciaires et gouvernementales dont est l'objet le Vlaams Blok »

Une condamnation sur la base même du programme du FN serait-elle possible en France ?

### **DISCRIMINATION RACIALE A CHRONOPOST ?**

« La société X atteste sur l'honneur qu'elle n'a pas l'intention d'engager pour quelque durée que ce soit des salariés de nationalité étrangère », « Je soussigné... représentant les transports Y déclare ne pas avoir l'intention de faire appel à des salariés étrangers pour l'exécution des prestations Chronopost. »... Ce sont deux attestations, parmi d'autres, rédigées par des sous-traitants de Chronopost, attestations publiées par Le Monde du 20 mars et Libération du 22 mars suite à la plainte contre X, avec constitution de partie civile, déposée le 19 février par le syndicat départemental CGT PTT du Bas-Rhin.

Le syndicat a recensé 14 attestations du même type, ainsi qu'un formulaire comprenant ces mentions à rayer : « J'emploie ou j'ai l'intention d'employer... », « Je n'emploie pas ou je n'ai pas l'intention d'employer... du personnel salarié de nationalité étrangère. »

C'est une salariée en CDD à la Direction régionale de Chronopost-Strasbourg, qui saisit la CGT-PTT après avoir alerté son employeur, sans autre réponse que la fin de son CDD.

La fédération CGT PTT a alors mené l'enquête et constaté que cette pratique scandaleuse et illégale concernait d'autres départements plusieurs départements.

Les patrons des entreprises sous-traitantes se défendent en invoquant la crainte de la perte du marché s'ils ne signaient pas ces attestations...

Selon un dirigeant de la CGT PTT, celle-ci pense « avoir la preuve que ces attestations ne relèvent pas d'une initiative isolée de la direction générale de Strasbourg, mais bien de la direction centrale de Chronopost ».

Du côté de celle-ci, on assure que les attestations demandées concernaient les salariés « en situation irrégulière » et non les salariés étrangers, et on explique que, « apparemment, certains ont mal compris et ont déclaré qu'ils n'employaient pas de salariés de nationalité étrangère. »

A la date de rédaction de cet article, nous attendons toujours les suites judiciaires qui, d'après la FD CGT PTT, sont bien longues à se dessiner...

En tout état de cause, cette affaire confirme que la lutte contre les discriminations doit être une préoccupation constante des syndicats, d'autant que, dans un des articles cités, un patron affirme que Chronopost n'est pas la seule entreprise à imposer ce genre de condition !

### **CAMPAGNE EN FAVEUR DES DROITS DES MIGRANTS : « ACTEURS ICI ET LA-BAS, RESPECTONS LEURS DROITS ! »**

AGIR ICI, le GISTI et la LDH lance « une campagne grand public dont l'objectif est de mieux faire connaître le rôle des migrants comme acteurs du développement et d'assurer le respect de leurs droits. La campagne consiste notamment à faire pression sur les autorités françaises et européennes pour leur demander de ratifier la Convention des Nations unies sur les droits des travailleurs migrants et de cesser de conditionner leur coopération avec les Etats tiers à des clauses migratoires. ». Cette campagne a le soutien de la Confédération paysanne, de la FGTE-CFDT, du G10 solidaires et de nombreuses organisations (ATTAC, AIDES, Amnesty...).

Pour participer, avant le 15 juillet 2004, toutes les informations sur [www.agirici.org](http://www.agirici.org) et [www.gisti.org/doc/actions/2004/migrants](http://www.gisti.org/doc/actions/2004/migrants)

### **AUX ARMES CITOYENS !**

Même si depuis 1977, avec le rapport Moreau, elle a pris le parti de dissocier pensée politique et activité syndicale, la CFDT s'est engagée fortement contre les idées extrémistes. Si le devoir de toute organisation syndicale est de défendre les intérêts des salariés, sans distinction de couleur, de race, d'opinion et de classe sociale, il n'en est pas de même pour certains partis politiques et notamment le Front National. Ainsi la mise en place de l'observatoire des libertés, charte du militant, interdit à l'adhérent de représenter la CFDT dans toute instance représentative de salariés ou de l'organisation s'il est membre du FN.

Un sondage de l'institut de CSA, avant les élections régionales, demandait, entre autres, un positionnement des partis politiques sur des thèmes récurrents de notre société. La fédération Transports CFDT en a retenu deux, particulièrement représentatifs :

1. « Parmi les enjeux suivants, quels sont ceux qui comptent le plus pour votre parti ? »

Les inégalités sociales ne préoccupent que 19 % des électeurs du FN, et pour cause...

Si l'on prend le temps de lire les doctrines du FN (avant de les jeter au feu), on s'aperçoit aisément que les salariés ne sont considérés que comme extensions des outils qu'ils manient. Et pourtant, paradoxalement, ce sont dans les couches les plus défavorisées, 34 % des chômeurs ou 24 % des employés du privé que le FN fait son lit.

## 2. Que pense le FN des syndicats ?

« Que du bonheur ! ». Pour le FN, il faut restaurer la libre représentation (!) du travail. Pour ce faire, il est impératif d'abandonner la reconnaissance des organisations syndicales datant de 1945 qu'il considère être un scandale et une escroquerie (pour cause, à l'époque les Français avaient chassé leur frère au sang pur).

L'idée du FN est de permettre la multiplication de listes « libres » ou « autonomes » dès le premier tour des élections de délégués du personnel et des CE. La « liberté » de représentation restaurée, le FN se propose de créer un climat « réellement paritaire » pour la négociation dans de grandes organisations où les salariés et le patronat auraient le même poids.

Le FN veut également revoir avec l'État les activités et la nature des branches qui deviendraient plus catégorielles et corporatives (Maréchal, nous voilà !). Pour le FN, l'État devra perdre son implication active dans les Commissions Paritaires. Les décisions devront se faire au niveau des entreprises avec les nouveaux acteurs élus (les indépendants et autres syndicats libres ou encore groupements de salariés...). La pensée du FN est claire : l'élimination des syndicats dits irréguliers conduirait à la mise en place de syndicats libres ou autonomes qui seraient sous la coupe directe de leur entreprise. Des Comités nationaux et régionaux nommeraient des délégués pour les Commissions Paritaires qui ne disposeraient plus que d'un pouvoir restreint sur le social.

Quel avenir radieux et démocratique le Front National nous concocte ! A cette perspective, mes camarades, sachons dire NON. C'est ce qui vient d'être fait pour ces élections régionales.

(extrait de CFDT Transports / Maxime Dumont)

## **LE FN : UN DISCOURS ULTRA-LIBERAL CONTRE LES GREVES**

Dans un communiqué de presse du 12 mai et dans un article de « Français d'abord », à propos de la

journée de grève à la SNCF, le FN dénonce une fois de plus ceux qu'il appelle les « gréviculteurs professionnels ». « Les usagers sont pris en otage... cette action illégitime vient nous rappeler que l'on attend toujours la réalisation de la promesse arlésienne du service minimum ». « Ce sont bien les grèves à répétition qui ont conduit de nombreuses entreprises à renoncer à confier l'acheminement de leurs marchandises au rail. Et ce au profit des poids lourds, avec les conséquences que l'on sait sur la saturation du réseau routier et sur l'environnement. » Dans un communiqué du 21 janvier 2004, contre la précédente journée de grève à la SNCF, le FN réclamait en plus pour l'Île de France, « d'instituer une véritable politique régionale en faveur des routes et de stopper les brimades dont les automobilistes sont de plus en plus souvent l'objet. » Qui parle de respect des usagers et de l'environnement ? Bien évidemment la défense du service public n'est jamais évoquée, non plus.

## **REAGIR AUX INTIMIDATIONS BOMPARDIQUES**

Extraits d'un communiqué de "Reporters sans frontières" daté du 6 mai 2004:

"Le 6 mai 2004, une cinquantaine de sympathisants du Front National (FN, extrême droite) ont manifesté à Orange (Vaucluse) contre la rédaction locale du quotidien /La Provence/, qu'ils accusent de "désinformation". Le cortège était dirigé par le maire FN Jacques Bompard et son épouse Marie-Claude Bompard, conseillère générale. /Reporters sans frontières/ a demandé à Jacques Bompard de mettre un terme aux intimidations et au boycott exercés depuis plusieurs mois par la municipalité d'Orange sur les journalistes de /La Provence/ (...). Les manifestants ont défilé devant les locaux de la rédaction, brandi des panneaux "Provence Intox" et déployé une banderole affichant "Bienvenue à la maison de la désinformation!" Ils ont également distribué des tracts justifiant leur démarche(...). Christine Blanc, de la rédaction locale de /La Provence/, a affirmé à "Reporters sans frontières" que le comportement de la mairie empêche les journalistes d'exercer leur métier dans des conditions normales. Selon elle, "la mairie ne tolère pas qu'on laisse la parole à ceux qui ne sont pas d'accord avec eux. En réalité, ils voudraient qu'on fasse la revue municipale", a-t-elle déploré(...)

NB : l'intégralité de ce communiqué est disponible sur le site de "Reporters sans frontières" : <http://www.rsf.fr> // Les citoyens-ne-s d'Orange attachés-e-s aux libertés publiques et en particulier à la liberté de la presse manifesteront cet attachement en se réunissant \*jeudi 13 mai à 18h

devant l'agence de /La Provence/\*, rue Caristie. Des précisions sur l'organisation suivront, si nécessaire.

**« IL N'Y AURA PAS DE REPRESENTANTS DU FN NI DANS LES LYCEES NI DANS LES HOPITAUX » EN BOURGOGNE.**

C'est sous le titre « Session du conseil régional de Bourgogne : le Front national mis sur la touche » que l'Yonne Républicaine du 24 avril 2004 rend compte de la session plénière du conseil régional de Bourgogne tenue la veille à Dijon.

Le nouveau président socialiste, François Patriat, « avait pris sa décision avant l'ouverture de la session plénière ». « Le Front national n'aurait pas de représentant au sein des conseils d'administration ni des lycées ni des hôpitaux ». « Au grand dam du président du groupe frontiste » qui appuyé par ses six élus, conteste cette décision. « Et de menacer la présentation d'un candidat pour chaque désignation au sein des 254 organismes extérieurs (conseil académique de l'Education nationale, conseils départementaux d'insertion, conseil d'administration de l'université, d'établissements publics, etc. ) : ce qui aurait conduit les 57 conseillers régionaux à mettre 254 bulletins dans l'urne. », poursuit le journaliste.

Pour éviter des séances interminables, toujours selon l'Yonne républicaine « l'UMP se mit d'accord avec la majorité pour procéder à deux types de votes. L'un à la proportionnelle des sièges, sur présentation de listes » concernant « les commissions d'appel d'offres, les commissions départementales de coopération intercommunale, le comité régional de l'environnement, le comité de suivi du contrat de plan et la commission emploi. La gauche obtient logiquement la majorité des sièges, suivie de l'UMP, le FN en obtenant trois ». L'article indique ensuite que « L'autre mode de scrutin, notamment pour les lycées, se déroulera sur présentation de noms, négociés au préalable. Le vote aura lieu en comité restreint dans le but de réduire le déroulement des opérations, lors de la commission permanente du 14 mai, où toutes les sensibilités politiques sont représentées. »

L'Yonne républicaine après avoir noté que « cet épisode d'installation » a été « entrecoupée de négociations plus longues que prévu », poursuit ensuite son commentaire en revenant sur les déclarations politiques générales de chacun des groupes politiques dont celle de l'ancien président « Jean-Pierre Soisson pour le groupe UMP », qui « - donne l'assurance - que l'opposition - n'ira jamais à l'encontre des intérêts de la Bourgogne - ».

Rappelons que lors des régionales de 1998, l'élection du Président de la région Bourgogne avait été marquée par une succession de séances interminables, arbitrée par les élus du Front national. Jean Pierre Soisson avait été finalement élu grâce au voix de ces derniers. ISA s'était émue à l'époque de cette élection et de certaines décisions troubles qui avaient suivi celle-ci..

Sur la lancée des régionales, dans la plupart des régions, des élus du Front National avaient fait leur entrée dans des conseils d'administrations d'hôpitaux et de lycées. ISA s'était fait l'écho des inquiétudes de parents et d'enseignants confrontés aux risques nés de la présence de représentants de l'extrême droite dans des organismes gérant la vie scolaire au quotidien. Les rencontres nationales d'ISA qui avaient suivi les régionales s'étaient d'ailleurs largement penché sur la question de l'école confrontée à l'extrême droite (ségrégationnisme, infiltrations, négationnisme, etc.)

La décision du nouveau Président de la région Bourgogne de refuser la présence de représentants du Front national au sein des conseils d'administration des lycées et des hôpitaux » est une bonne nouvelle, qu'il convient de saluer.

### Abonnement

Nom Prénom et/ou syndicat

Adresse

Code Postal Ville

🍏 10 numéros : 7,60 €

🍏 Abonnement de soutien : 15 € ou plus

Chèque à l'ordre d'ISA

### Contact

ISA chez VISA

80, 82 rue de Montreuil, 75011 Paris

Fax :01 48 36 66 33

email : visacom@club-internet.fr

Dir. De publication : F. Pécoup

Administration : I. Nicolas, J.J. Petiteau,

Rédaction : H. Alexandre (SPASMET),

C. Aumeran (SNUI), C. Birnbaum (SNESUP-

FSU), M. Dumont (CFDT-Transports), F Mahé

RIF Paris 19°, JP. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU),

D. Tredaniel (CFDT-Transports), D. Turbet-

Delof (SNUI), J.L. Wichegrod (CGT Finances)

CCPA n°0608 G 83860

Edité par VISA / Imprimé par nos soins

VISA :80/82 rue de Montreuil 75011 Paris